

N° 5145⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**sur l'administration du patrimoine du régime général de pension**

* * *

**AVIS DU COMITE DIRECTEUR DE LA CAISSE DE PENSION
DES EMPLOYES PRIVES**

(6.11.2003)

Par lettre du 21 mai 2003 le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale saisit pour avis le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés du projet de loi sous rubrique déposé à la Chambre des députés le 20 mai 2003.

Le projet de loi en question a pour objet de mettre en place une nouvelle stratégie de placement de la réserve de la communauté de risque du régime général d'assurance pension¹ „à l'épreuve des vicissitudes et des humeurs temporaires des places financières“. A cet effet il se propose d'ouvrir le dispositif juridique encadrant ladite communauté en vue d'une politique de placement moderne devant répondre à la fois „à des principes stricts et à une mise en oeuvre souple afin de pouvoir s'adapter à un environnement économique et financier mondial en mutation permanente“.

En cela le projet de loi rejoint les préoccupations des organes de la CPEP qui se sont itérativement prononcés en faveur d'une adaptation du cadre légal et réglementaire permettant d'optimiser le rendement de la réserve tout en continuant de garantir de façon durable le versement des prestations dues aux assurés². Ainsi le comité directeur s'est-il régulièrement penché sur la question³ en prenant notamment appui sur une note administrative interne du 11 avril 2000 qui avait conclu par trois considérations essentielles pouvant être résumées comme suit:

- 1) l'arsenal juridique entourant les placements de la réserve du régime général d'assurance pension doit être assoupli;
- 2) de nouvelles formes d'investissement doivent être ouvertes;
- 3) le volet institutionnel de la gestion des fonds doit être revu.

C'est précisément à ces trois objectifs que tend à répondre le projet de loi No 5145 qui a fait l'objet des délibérations des 29 septembre et 8 octobre 2003 de la commission ad hoc instituée le 21 août 2003 sur la base de l'article 263 du code des assurances sociales et abouti au présent avis du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés arrêté au cours de sa séance du 16 octobre 2003.

*

1 Réserve correspondant au 31 décembre 2002 à 5.176,1 millions d'euros et représentant 2,97 fois le montant des prestations annuelles.

2 Résolution de l'assemblée générale du 23 décembre 1999.

3 Réunions des 7 octobre et 16 décembre 1999, 27 avril et 11 mai 2000, 18 janvier 2001, 25 avril, 21 novembre et 19 décembre 2002, 24 avril, 22 mai, 17 juillet, 21 août et 18 septembre 2003.

CONSIDERATIONS GENERALES

Si le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés peut d'emblée se déclarer d'accord avec les grandes lignes du projet de loi à lui soumis il entend néanmoins y apporter quelques propositions d'amendement. Il estime en effet qu'il convient, d'une part, de marquer davantage le caractère novateur de la démarche, et, d'autre part, d'affiner l'aspect organique de la réforme engagée.

En premier lieu il est ainsi suggéré de faire ressortir de façon plus visible qu'à partir du 1er janvier 2004 l'ensemble de la réserve de compensation sera transféré au Fonds de compensation à créer. Par ailleurs il s'impose de souligner plus clairement que c'est aussi ce dernier qui est appelé à en assurer la gestion, quitte à pouvoir en déléguer une partie aux caisses de pension. Il en découle encore très logiquement que c'est au profit de ce dernier que s'opérera la perception des fruits et des recettes des placements de cette réserve de même que la génération d'autres revenus du patrimoine. Ce sera l'objet des modifications proposées à l'endroit des articles 246 à 249.

Afin d'éviter toute équivoque dans ce contexte il est indispensable de discuter de près un certain nombre de notions traversant le texte telles que moyens de trésorerie, charges ... Le comité directeur s'y attachera dans le cadre de l'examen des articles correspondants. Toujours dans la logique de sa démarche il formulera dans le contexte de l'article 2 nouveau à insérer au projet de loi sous avis une proposition d'adaptation de l'article 261 du code des assurances sociales qui en l'état risque de se révéler incompatible avec la réforme projetée.

En deuxième lieu le comité directeur préconise une légère réorientation du système que le projet se propose de mettre en place. Plutôt que de constituer le Fonds de compensation en tant que tel comme établissement public „opérant“ sous la forme d'une société à capital variable suivant les dispositions de la loi du 19 juillet 1991 le présent avis opte pour une autre approche. Aussi propose-t-il d'autoriser le Fonds de compensation, établissement public, d'investir les valeurs de la réserve du régime général d'assurance pension à travers un ou plusieurs OPC soumis aux dispositions de la loi susévoquée de 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public. A ce propos il est renvoyé aux considérations développées dans le cadre de l'analyse de l'article 249 du projet de loi sous revue.

Cette solution a notamment le mérite de ne pas déroger outre mesure ni au droit commun des établissements publics visés au Livre III du code des assurances sociales ni aux règles générales régissant les OPC. Elle aurait par ailleurs l'avantage de la souplesse permettant une mise en oeuvre progressive. S'y ajoute que le recours à l'instrument de l'OPC serait sans problème majeur transposable dans un contexte autre que celui du Fonds de compensation titulaire de la réserve.

Le projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités de l'administration du patrimoine du régime général de pension dont le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés a été saisi pour avis par dépêche ministérielle du 8 septembre 2003 sera analysé dans l'optique du projet de loi tel que reformulé ci-après. Cet avis fera l'objet d'un document à part.

ANALYSE DES ARTICLES

Article 1er

Sans observation.

Article 2

Les dispositions du code des assurances sociales visées audit article appellent les observations suivantes:

Article 246

Aux termes de la première phrase de l'alinéa 1er dudit article „les recettes en cotisations sont réparties mensuellement par le Centre commun de la sécurité sociale entre les caisses de pension dans la mesure nécessaire pour permettre à celles-ci de couvrir leurs *charges* et de parfaire, le cas échéant, les *moyens de trésorerie* jusqu'à concurrence de quinze pour cent du montant des prestations annuelles de l'exercice précédent“.

Ce texte soulève plusieurs problèmes de taille.

Se pose d'abord la question de la détermination des charges visées. S'agit-il des seules prestations à payer par les différentes caisses ou cette notion englobe-t-elle d'autres frais comme par exemple les coûts de gestion des éléments de la réserve de compensation administrés par lesdites caisses en vertu de l'article 247, alinéa 1er ou encore des placements immobiliers ou prêts visés à l'article 4, alinéa 1er du projet de loi sous revue? L'article 238 n'est en tout cas pas de nature à contribuer à la solution de question soulevée.⁴

De l'avis du comité directeur, dans la logique du système à mettre en place, il ne peut s'agir en l'espèce que des seules prestations sociales à charge des caisses de pension, c'est-à-dire les pensions de vieillesse, d'invalidité et de survie⁵, auxquelles s'ajoutent les frais d'administration. Il convient de le préciser dans le texte même de l'alinéa 1er de l'article 246.

Surgit ensuite une deuxième difficulté en rapport avec la disposition susvisée, en l'occurrence celle de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par „moyens de trésorerie“.

Le texte actuel parle d'„un fonds de roulement“ qui en l'état „correspond à cinquante pour cent du montant des prestations annuelles de l'exercice précédent“.

Selon le comité directeur il est oiseux de gloser sur les motifs du glissement terminologique opéré en l'occurrence alors que le système qu'il propose de mettre en place pourra se passer de toute référence à l'une ou l'autre de ces deux notions, quelle qu'en fût le contenu. En effet si les recettes en cotisations devaient se révéler insuffisantes pour couvrir les prestations et les frais d'administration à charge des caisses il pourrait être recouru à la réserve de compensation, par application de l'alinéa final de l'article 246. Les frais de gestion de la réserve seront en toute hypothèse supportés par le Fonds de compensation, comme le comité directeur aura encore l'occasion de le souligner ci-après.⁶

En troisième lieu il importe de noter que, contrairement au texte en vigueur, la nouvelle version de l'article 246 prévoit que la répartition des cotisations s'effectuera désormais „sans porter en déduction les revenus sur patrimoine et autres recettes diverses propres aux caisses de pension“ comme le relève très pertinemment le commentaire de l'article sous examen. Logiquement ces actifs devraient renflouer la réserve de compensation tout comme les frais de gestion en rapport avec cette dernière devraient la grever.

Toujours dans le cadre de l'alinéa 1er de l'article 246 une dernière remarque s'impose encore, plus précisément quant à la caractérisation du rôle à jouer en la matière par le Centre commun de la sécurité sociale.

4 En effet dans son alinéa 1er il dispose en sa première phrase que „pour faire face aux charges globales *qui leur incombent*, l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, la caisse de pension des employés privés, la caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels et la caisse de pension agricole appliquent conjointement le système de la répartition des charges par périodes de couverture de sept ans avec constitution d'une réserve de compensation“ alors que l'alinéa 3 (nouveau) du même article du code des assurances sociales prévoit que „en dehors des revenus de placement et d'autres ressources diverses, les charges *du régime général de pension* sont couvertes par des cotisations“.

5 Cf. article 182 du CAS.

6 Voir commentaires sous les articles 263-1 et 263-7.

Conformément à l'article 321, alinéa 1er, point 2) du Code des assurances sociales ledit Centre a en effet pour mission, entre autres, la perception des cotisations d'après les dispositions y relatives et la répartition de celles-ci entre les différents organismes. Le comité directeur estime qu'il serait utile de rappeler et de préciser dans le présent contexte que la perception, par le Centre commun de la sécurité sociale, des cotisations dues au titre de l'assurance pension, s'effectue au profit de la communauté de risque gérée par le nouvel établissement public créé par l'article 263-1.

En conclusion de l'ensemble des développements qui précèdent le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés propose d'amender comme suit l'article 246 du projet:

„Art. 246. Les cotisations dues à l'assurance pension sont perçues par le Centre commun de la sécurité sociale pour compte de la communauté de risque visée à l'article 238.

Les cotisations perçues sont réparties mensuellement par le Centre entre les caisses de pension dans la mesure nécessaire pour permettre à celles-ci de liquider les prestations et les frais d'administration à leur charge. L'excédent est affecté à la réserve de compensation.

En cas d'insuffisance des cotisations perçues par rapport au monta à répartir conformément à l'alinéa 2, les moyens nécessaires sont prélevés auprès de la réserve de compensation.“

Pour bien marquer qu'il s'agit en l'espèce d'une opération financière de pure gestion, sans lien direct avec le compte d'exploitation et le bilan consolidés pour l'ensemble du régime visés à l'article 238 du CAS, les termes „recettes en cotisations“ ont été remplacés respectivement par „cotisations dues“ et „cotisations perçues“.

Article 247

Conformément à la disposition finale de l'alinéa 1er de l'article 247 „la gestion de certains éléments peut être confiée aux caisses de pension“. Il se dégage du commentaire afférent que sont notamment visés les placements immobiliers ainsi que les prêts aux assurés et aux entreprises, étant entendu que ces éléments seront en définitive arrêtés par le règlement grand-ducal visé à l'article 249bis. Il s'entend que les fruits de cette gestion sont destinés au Fonds de compensation, seul titulaire de la réserve dans l'optique du projet.

L'alinéa 2, quant à lui, ne se concilie guère avec la philosophie à la base de la réforme projetée en disposant que „les caisses de pension ne peuvent effectuer ces placements que dans la limite de leurs moyens de trésorerie“. Ce lien implicite avec l'article 246 régissant la répartition des cotisations paraît pour le moins insolite. N'est-il pas en effet antinomique de confier aux caisses de pension la gestion de certains éléments de la réserve tout en leur imposant de ne pouvoir faire ces placements que dans le cadre des restrictions découlant de leur trésorerie?⁷

Aussi le comité directeur se prononce-t-il en faveur de l'élimination de la disposition en cause qu'il propose de remplacer par un alinéa 2 nouveau libellé comme suit:

„Les frais de gestion de la réserve de compensation sont intégralement pris en charge par le Fonds de compensation.“

Le texte proposé est repris de l'article 263-7 du projet (article 263-9 selon le comité directeur) sauf que dans l'approche adoptée par le comité directeur il y a lieu d'en biffer les mots „et les caisses de pension“.

En effet les frais de gestion de la réserve de compensation (y compris les frais de personnel) incombent exclusivement au Fonds en contrepartie des fruits et produits de ce patrimoine qui sont perçus au seul profit du nouvel établissement public projeté.

La disposition sous revue déroge ainsi aux règles de répartition des frais administratifs entre les caisses de pension et l'Etat inscrites à l'article 282, alinéa 11 du Code des assurances sociales.

⁷ Quant aux „moyens de trésorerie“, voir développements à l'endroit de l'article 246.

Article 248

Dans l'optique des auteurs du projet les placements effectués par les caisses de pension sont soumis à une double restriction:

- contrainte résultant de leur situation de trésorerie (article 247, alinéa 2)⁸;
- limitation quant aux instruments à leur disposition (article 248, alinéa 2).

Le comité directeur, dans la logique de son approche, propose d'écarter les dispositions afférentes du projet.

En effet les caisses de pension, qu'elles agissent en vertu de l'article 4 ou sur le fondement d'un mandat de gestion obtenu conformément à l'article 247 du CAS, travaillent pour compte du Fonds de compensation. Leur action s'inscrit partant dans le cadre de l'allocation stratégique imposée à la réserve *in globo* et doit respecter les lignes de conduite assignées aux valeurs respectives en cause.

Article 249 (articles 263-2 et 263-3 selon le comité directeur)

Au vœu de cet article le Fonds de compensation visé à l'article 263-1 et constitué comme établissement public „opère“ sous la forme d'une société à capital variable suivant les dispositions de la loi du 19 juillet 1991⁹ concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public.

La formule retenue laisse entendre que tout l'actif de la communauté de risque serait dorénavant investi dans une SICAV de l'espèce: immeubles, créances, prêts et valeurs mobilières. Or tel ne paraît en l'état avoir été l'intention des auteurs du projet¹⁰. Mais abstraction faite de cet argument tiré de l'incohérence intrinsèque du projet de loi sous examen l'article 249 est en lui-même critiquable. Que signifie en effet l'expression selon laquelle le Fonds de compensation „opère“ sous forme d'une société à capital variable?

Le Fonds de compensation, établissement public, ne peut en tout cas être, en même temps et sans intermédiaire, un fonds commun de placement ou une société d'investissement à capital variable au sens des articles 2 et 4 de la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public. Tout au plus pourrait-il, directement mais alors pour l'intégralité de ses actifs, en tant qu'établissement public lui-même constituer un OPC sur la base de l'article 6 de ladite loi de 1991.

Toujours est-il que le comité directeur de la CPEP a quant à lui une nette préférence pour une autre approche en la matière. Dans son optique l'article 249 devrait prévoir la faculté pour le Fonds de compensation d'investir certaines des valeurs de sa réserve (à un premier stade mobilières) à travers un ou plusieurs OPC à créer et dont les titres ne seraient pas destinés au placement dans le public.

Dans une première phase le Fonds de compensation, établissement public, gérerait donc lui-même ou par l'intermédiaire des caisses de pension les valeurs immobilières, les prêts et les créances de la communauté de risque. La gestion des valeurs mobilières serait par contre confiée à un organisme de placement collectif à mettre en place qui obéirait aux règles normales prévues par la législation applicable en la matière sous réserve d'une dérogation aux règles d'institution des organes dirigeants et de quelques aménagements fiscaux s'expliquant par le caractère spécifique de cet OPC (qui pourrait prendre la forme d'une SICAV, forme la plus idoine pour ce type d'investissement).

De l'avis du comité directeur cette solution réunirait maints avantages:

- Le Fonds pourrait fonctionner comme un établissement public normal et l'OPC comme une SICAV standard.
- Comme il s'agirait de créer en principe une SICAV standard, celle-ci serait comme tout autre OPC soumis au contrôle de la CSSF.
- Seuls les actifs financiers (actions, obligations et assimilés) seraient gérés par l'OPC. Les immeubles, créances et prêts ne tomberaient pas dans la sphère de l'OPC, ni dans celle des prestataires de services (banque dépositaire, administration centrale et gestionnaires). Les immeubles, créances et prêts pourraient dès lors être librement gérés par le Fonds ou par les caisses de pension pour compte du Fonds.

⁸ Voir observations critiques ci-avant.

⁹ Loi qui ne semble pas avoir été „modifiée“ depuis.

¹⁰ Voir articles 247, 248 nouveaux du Code des assurances sociales et article 4 du projet.

- Comme il s’agirait d’un OPC standard, les prestataires de services pourront fournir des services de qualité (standardisés) et appliquer des commissions standards. Le contrôle à effectuer par les différents intervenants (banque dépositaire, réviseur) se limiterait à l’OPC (donc aux actifs financiers) et ne couvrirait pas les immeubles, créances et prêts (ce qui éviterait des coûts additionnels). La définition de la ligne de démarcation départageant les compétences respectives de l’IGSS et de la CSSF en serait sérieusement facilitée.
- Il serait également possible de créer différents types d’OPC spécialisés dans la gestion de différents types d’actifs. Par exemple, si le Fonds devait adopter une politique de gestion active d’immeubles, il pourrait créer un OPC immobilier à part et faire intervenir des prestataires de service spécialisés dans l’immobilier.

Aussi le comité directeur de la CPEP propose-t-il de remplacer la disposition en cause par les deux articles 263-2 et 263-3 nouveaux à la teneur suivante:

„Art. 263-2. Le Fonds de compensation est autorisé à créer un ou plusieurs organismes de placement collectif conformément à la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public. Un règlement grand-ducal détermine les valeurs de la réserve investies à travers ces organismes de placement collectif.

Les membres effectifs du comité directeur visé à l’article 263-6 et les membres externes du comité d’investissement prévus à l’article 263-7, alinéa 3 composent l’organe dirigeant du ou des organismes de placement collectif dont question à l’alinéa précédent. La responsabilité de ces membres se détermine conformément à l’alinéa 3 de l’article unique de la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l’Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme.“

Cette dernière précision est de nature à dissiper toute insécurité juridique quant au statut et à la responsabilité des personnes appelées à représenter l’établissement public dans le ou les OPC à créer.

„Art. 263-3. Les organismes de placement collectif créés en vertu de l’article 263-2 sont soumis au régime fiscal et comptable des organismes de placement collectif tel qu’il résulte des lois des 30 mars 1988 et 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, à l’exception de la taxe d’abonnement qui n’est pas due.

L’application de l’article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l’impôt sur le revenu, est étendue aux organismes de placement collectif ci-dessus visés.

Les actes passés au nom et en faveur des organismes de placement collectif créés par le Fonds de compensation sont exempts des droits de timbre, d’enregistrement, d’hypothèques ou de succession.“

Le dernier alinéa de l’article 263-3 proposé s’inspire de l’article 284 du Code des assurances sociales.

A noter que les OPC à créer sont exonérés de la TVA en vertu de l’article 44.1. d) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée qui concerne „la gestion d’organismes de placement collectif tels que visés par la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif ainsi que la gestion de fonds de pension tels que visés par la loi du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de société à capital variable (sepcav) et d’association d’épargne-pension (assep) ou par la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances“.

Article 249bis (article 249 selon le comité directeur)

A la suite des observations à l’endroit de l’article 249 ci-dessus, la disposition en cause est à remodeler comme suit:

„Art. 249. Les conditions et modalités d’application des articles 246 à 248 peuvent faire l’objet d’un règlement grand-ducal.“

Article 3 (proposé par le comité directeur)

a) L’article 261 du code des assurances sociales prévoit en son alinéa 2 qu’il appartient au comité directeur des caisses de pension notamment:

„2) d’opérer le placement des réserves du régime de pension:“

Cette disposition n’ayant plus sa place dans le contexte du système institué par le projet de loi No 5145 il est de rigueur de l’abolir.

b) L'article 263-7 (article 263-9 selon le comité directeur) prévoit en son alinéa 1er que „dans l'accomplissement de sa mission le Fonds de compensation peut recourir aux services administratifs de la Caisse de pension des employés privés“.

Cette solution, fort judicieuse pour l'immédiat, ne saurait cependant empêcher le Fonds de se doter, le moment venu, de ses propres moyens en personnel. Aussi le comité directeur propose-t-il, en vue de ménager une telle évolution, d'adapter en conséquence l'article 282, alinéas 5 et 7 du Code des assurances sociales.

En conclusion des développements qui précèdent il est proposé d'insérer au projet de loi sous avis un article 3 nouveau conçu comme suit:

„Art. 3.– 1° A l'article 261, alinéa 2 du Code des assurances le point 2) est abrogé, les points 3) et 4) devenant ainsi respectivement les points 2) et 3) nouveaux.“

2° A l'article 282, alinéa 5 du Code des assurances sociales les termes „le comité directeur du Fonds de compensation“ sont intercalés entre les termes „l'administration commune des caisses de sécurité sociale de la profession agricole“ et „le conseil d'administration de l'union des caisses de maladie“.

3° A l'article 282, alinéa 7 du Code des assurances sociales il y a lieu d'insérer les termes „du Fonds de compensation“ à la suite de la mention „de la caisse de pension des employés privés“.

Article 3 (article 4 selon le comité directeur)

Compte tenu de la proposition formulée à l'endroit de l'article 249 ci-dessus, il y a lieu d'écrire „articles 263-1 à 263-11“, en remplacement de „articles 263-1 à 263-9“.

Au fond les dispositions en cause sont commentées comme suit:

Article 263-1

Il est proposé de conférer la teneur suivante audit article:

„Art. 263-1. Il est créé un établissement public dénommé „Fonds de compensation“ qui a pour mission de gérer, conformément aux articles 247 et 248, la réserve de compensation. Il constitue un organisme de sécurité sociale au sens du présent code.“

Les organes du Fonds de compensation sont la commission et le comité directeur.

L'alinéa 1er reprend, sous une forme allégée, en substance les deux premiers alinéas de l'article 263-1 du texte du projet sous examen. En ajoutant que le Fonds de compensation constitue un organisme de sécurité sociale au sens de la loi le texte proposé implique, à l'abri de toute contestation, que le droit commun des organismes de sécurité sociale figurant au Livre IV du code des assurances sociales, dont, entre autres, l'article 300 concernant le secret professionnel, est applicable aux membres des organes du Fonds de compensation. A souligner dans ce contexte qu'en vertu de l'article 284 du Code des assurances sociales:

„Les actes passés au nom ou en faveur des organismes de sécurité sociale sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèques ou de succession.

Leurs valeurs mobilières et immobilières ainsi que les revenus en provenant sont affranchis de tous impôts de l'Etat et des communes y compris la taxe sur la valeur ajoutée.

Tous les actes dont la production est la suite du présent code et, notamment les extraits de registres de l'état civil, les certificats, les actes de notoriété, d'autorisation ou de révocation sont délivrés gratuitement avec exemption de tous droits.“

L'alinéa 2 s'inspire de l'article 253 du code des assurances sociales. Le changement de terminologie effectué s'explique par les motifs déduits sous les considérations générales.

Il résulte ainsi de l'effet combiné de l'article 263-1 du texte du projet ensemble l'article 263-2 dans sa version proposée par le comité directeur¹¹ que le nouvel établissement public est érigé en titulaire et gestionnaire attitrés de la réserve définie à l'article 2, point 1) de la loi du 23 mai 1984 portant réforme du système de financement des régimes de pension contributifs¹². Le renvoi à l'article 247, et par ricochet à l'article 249bis (article 249 selon le comité directeur) permet de préciser les règles de gestion de la réserve par le Fonds par le biais d'un règlement grand-ducal.

¹¹ Voir observations ci-avant à l'endroit de l'article 249 du projet.

¹² Mém. A. No 47, pages 695ss.

Article 263-2 (article 263-4 selon le comité directeur)

Compte tenu de l'insertion de la disposition de l'article 249 du projet sous forme de deux articles nouveaux s'intercalant entre l'article 263-1 et l'article 263-3 il convient de préciser que „La commission du Fonds de compensation se compose:“ La phrase finale doit s'énoncer ainsi:

„La commission est présidée par le président du Fonds de compensation.“

Article 263-3 (article 263-5 selon le comité directeur)

Dans ce contexte il y a lieu de remplacer la désignation „l'assemblée générale“ par les termes „la commission“.

Sous le point 4) il y a lieu de remplacer le renvoi à l'article 263-4 par la référence à l'article 263-6.

Dans l'optique de la réorientation du projet par le comité directeur les points 1), 5) et 6) figurant sous l'alinéa 1er sont à rayer. Au point 4) nouveau, le conseil d'administration est à remplacer par le „comité directeur“.

A l'alinéa final il s'impose par conséquent d'écrire „points 2) et 3)“ au lieu de „points 1), 2), 3), 5) et 6“.

Le point 1) nouveau est proposé par analogie à la solution retenue par l'article 258 du CAS. Il en est de même de l'alinéa 2 nouveau.

L'article 263-3 (article 263-5 selon le comité directeur) s'énoncera partant comme suit:

„Art. 263-5. La commission a pour attributions:

- 1) d'établir et de modifier le règlement d'ordre intérieur du Fonds de compensation;*
- 2) de statuer sur le budget annuel;*
- 3) de statuer sur le décompte annuel des recettes et des dépenses et sur le bilan;*
- 4) d'élire les membres effectifs et suppléants du comité directeur visés aux lettres b) et c) de l'article 263-6.*

Le règlement d'ordre intérieur et les modifications y apportées doivent être homologués par règlement grand-ducal.

Les décisions visées aux points 2) et 3) de l'alinéa 1er sont soumises à l'approbation du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale.“

Articles 263-4 à 263-6 (articles 263-6 à 263-8 selon le comité directeur)

A la suite de l'observation ci-avant faite en rapport avec l'article 263-1 le „comité directeur“ est, à l'intérieur de ces articles, à substituer systématiquement à la mention du conseil d'administration.

Au regard de l'article 263-4 (263-6 selon le comité directeur) il eut été préférable de définir dans la loi même le mode de désignation des membres effectifs et suppléants du comité directeur, plutôt que d'en abandonner la détermination à un règlement grand-ducal.

Dans la situation donnée il ne reste au comité directeur qu'à insister énergiquement sur l'urgence du règlement à intervenir, la disposition prévue à l'article 5 ne pouvant constituer qu'un pis-aller en la matière.

Le même article 263-4 (article 263-6 selon le comité directeur) du projet de loi sous revue dispose en son alinéa 2 que „pour chaque membre effectif il y a un membre suppléant“. Il convient d'assurer que les présidents des deux caisses de pension visées à l'alinéa 1er sous la lettre a) puissent également se faire remplacer au sein du comité directeur du Fonds.¹³ A cette fin l'alinéa 2 en discussion est à compléter par une phrase libellée comme suit: „Les présidents des deux caisses de pension visées ci-dessus peuvent se faire représenter chacun respectivement par le fonctionnaire désigné par lui à cet effet.“ Il est en effet loin d'être certain que cette opération puisse valablement s'effectuer sur la base de l'article 262, alinéa 3 de l'article 262 du Code des assurances sociales à la teneur suivante: „Le président¹⁴ peut déléguer l'évacuation des affaires courantes, la signature de décisions prévues à l'article 261, de même que

¹³ L'article 263-2, alinéa 1er sub 4) (263-4 dans la version du comité directeur) soulève d'ailleurs la même question dans le contexte de la commission du Fonds de compensation.

¹⁴ Il s'agit du président d'une des caisses de pension visées à l'article 250 du CAS.

la représentation devant les juridictions de sécurité sociale à un fonctionnaire ou employé dirigeant de la caisse.“ L’alinéa final précise que le comité directeur est présidé par le président de la CPEP respectivement par son délégué, sinon par le président du comité directeur de l’EVI respectivement le délégué de ce dernier.

L’alinéa 3 de l’article 263-5 (article 263-7 selon le comité directeur) a été complété dans le but de préciser que les experts du comité d’investissement doivent être choisis à la majorité qualifiée par les membres de l’organe dirigeant du Fonds de compensation.

Article 263-7 (article 263-9 selon le comité directeur)

L’alinéa 2 a été reporté, sous une forme adaptée, à l’article 247 où il trouve mieux sa place.

Article 263-8 (article 263-10 selon le comité directeur)

Dans le contexte de la réorientation du projet par le comité directeur les dispositions inscrites à l’alinéa 1er ne donnent plus guère de sens et peuvent partant en être éliminées.

Par alignement sur l’article 298 du Code des assurances sociales il est proposé de biffer la deuxième phrase de l’alinéa 2 devenu, dans la version du comité directeur, le nouvel alinéa 1er.

Article 263-9 (article 263-11 selon le comité directeur)

Compte tenu de la reformulation de l’article 249 (article 263-2 selon le comité directeur) à l’alinéa 1er il y a lieu de biffer la réserve désormais superflue „sans préjudice des compétences de la commission de surveillance du secteur financier dans le cadre de la loi modifiée du 19 juillet 1991 ...“.

De l’avis du comité directeur les deux derniers alinéas sont à supprimer et le cas échéant à remplacer par la disposition ci-après:

„Le président du comité directeur peut, si une décision ou un acte lui semble contraire aux lois et règlements, former une opposition motivée qui a effet suspensif et qui est vidée par le ministre compétent, après avis de l’autorité de surveillance.“

La proposition en question est quasi textuellement reprise de l’article 269 du Code des assurances sociales. A noter qu’en tant qu’organisme de sécurité sociale le Fonds de compensation reste de toute façon soumis au contrôle de l’Inspection générale de la sécurité sociale en vertu de l’article 288 du même code, sans préjudice du rappel de cette règle par l’alinéa 1er de la disposition sous revue.

Article 4 (article 5 selon le comité directeur)

Ledit article est à modifier comme suit:

„Art. 5. L’ensemble de la réserve de compensation inscrite au bilan consolidé du régime général d’assurance pension au 31 décembre 2003 est repris par le Fonds de compensation.

Pendant une période transitoire, tous les placements immobiliers et prêts engagés à la date du 31 décembre continuent, en dehors de l’article 247 du Code des assurances sociales et par dérogation à l’alinéa 1er ci-dessus, à être gérés par les caisses de pension pour le compte du Fonds de compensation.

La fin de cette période sera déterminée par voie de règlement grand-ducal. Il en est de même des conditions et modalités d’application du présent article.“

L’alinéa 1er précise que la réserve de compensation prévue à l’article 238 du CAS passe au Fonds de compensation qui en devient le titulaire et le gestionnaire attitrés.

L’alinéa 2 prévoit une disposition transitoire s’inscrivant dans la philosophie à la base des options prises par le comité directeur. Il en découle que, de par la loi, pendant la période transitoire à définir, les placements visés audit alinéa 2 sont toujours effectués par les caisses de pension. Après la fin de cette période ces dernières peuvent y être habilitées sur le fondement de l’article 247.

La précision apportée par l’alinéa final paraît utile dans la mesure où une équivoque pourrait naître en l’occurrence alors que l’alinéa 2 proposé prévoit que le mécanisme prévu se déroule „en dehors de l’article 247“ et que partant la base habilitante inscrite à l’article 249bis (249 selon le comité directeur) serait dépourvue d’effet utile dans le cas de figure décrit.

Au regard de l’article 263-2 proposé par le comité directeur l’alinéa 2 de l’article 4 du texte du projet est devenu sans objet et n’a partant pas été retenu dans l’article 5 de la version du présent avis.

Article 5 (article 6 selon le comité directeur)

Au regard de l'article 263-1, alinéa 2 du texte proposé par le comité directeur la disposition sous revue est à modifier comme suit:

„Art. 6. En attendant la constitution des organes *du Fonds de compensation*, la commission et le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés *exercent* les attributions *respectivement prévues aux articles 263-5 et 263-7 du Code des assurances sociales*.“

Article 6 (article 7 selon le comité directeur)

Sans observation.

Article 7 (article 8 selon le comité directeur)

Ledit article dispose que „la présente loi prend effet au 1er janvier 2004“. La formule retenue ménage la possibilité de l'effet rétroactif que pourrait se voir reconnaître un texte législatif voté après la date prévue.

Pour le cas où la loi serait par contre adoptée avant le premier janvier 2004, selon le texte du projet, „la mise en oeuvre progressive des instruments de gestion“ pourrait avoir lieu „dès le jour de la publication au Mémorial“.

La phrase finale figurant à l'article 7 en discussion ajoute que: „Cette mise en place peut être précisée par règlement grand-ducal.“

Compte tenu du fait que selon toute probabilité le projet de loi sous examen ne sera guère adopté longtemps avant l'échéance fixée le comité directeur propose de reformuler comme suit le texte en cause:

„Art. 8. *La présente loi prend effet au 1er janvier 2004.*“

Au regard de l'article 249bis (249 selon le comité directeur) et de l'article 4 (5 selon le comité directeur) tel que proposé au présent avis, le renvoi à un règlement grand-ducal permettant une mise en oeuvre progressive n'est plus indispensable.

*

TEXTE PROPOSE PAR LE COMITE DIRECTEUR

Art. 1er. A l'article 238, alinéa 3 du Code des assurances sociales, les termes „des caisses de pension“ sont remplacés par les termes „du régime général de pension“.

Art. 2. Les articles 246 à 249 du Code des assurances sociales sont remplacés par les dispositions suivantes:

„Répartition du produit des cotisations

Art. 246. Les cotisations dues à l'assurance pension sont perçues par le Centre commun de la sécurité sociale pour compte de la communauté de risque visée à l'article 238.

Les cotisations perçues sont réparties mensuellement par le Centre entre les caisses de pension dans la mesure nécessaire pour permettre à celles-ci de liquider les prestations et les frais d'administration à leur charge. L'excédent est affecté à la réserve de compensation.

En cas d'insuffisance des cotisations perçues par rapport au montant à répartir conformément à l'alinéa 2, les moyens nécessaires sont prélevés auprès de la réserve de compensation.

Administration du patrimoine

Art. 247. La gestion de la réserve de compensation incombe au Fonds de compensation commun au régime général de pension, dénommé ci-après „le Fonds de compensation“. La gestion de certains éléments de la réserve de compensation peut être confiée aux caisses de pension.

Les frais de gestion de la réserve de compensation sont intégralement pris en charge par le Fonds de compensation.

Politique de placement

Art. 248. La réserve de compensation est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension. Afin d'assurer la sécurité des placements il est tenu compte de la totalité des

actifs et des passifs, de la situation financière, ainsi que de la structure et de l'évolution prévisible du régime. Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. A cette fin, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.

Art. 249. Les conditions et modalités d'application des articles 246 à 248 peuvent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.“

Art. 3. 1° A l'article 261, alinéa 2 du Code des assurances le point 2) est abrogé, les points 3) et 4) devenant ainsi respectivement les points 2) et 3) nouveaux.

2° A l'article 282, alinéa 5 du Code des assurances sociales les termes „le comité directeur du Fonds de compensation“ sont intercalés entre les termes „l'administration commune des caisses de sécurité sociale de la profession agricole“ et „le conseil d'administration de l'union des caisses de maladie“.

3° A l'article 282, alinéa 7 du Code des assurances sociales il y a lieu d'insérer les termes „du Fonds de compensation“ à la suite de la mention „de la caisse de pension des employés privés“.

Art. 4. A la suite de l'article 263 sont insérés sous l'intitulé „Fonds de compensation“ les articles 263-1 à 263-11 libellés comme suit:

„**Art. 263-1.** Il est créé un établissement public dénommé „Fonds de compensation“ qui a pour mission de gérer, conformément aux articles 247 et 248, la réserve de compensation. Il constitue un organisme de sécurité sociale au sens du présent code.

Les organes du Fonds de compensation sont la commission et le comité directeur.

Art. 263-2. Le Fonds de compensation est autorisé à créer un ou plusieurs organismes de placement collectif conformément à la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public. Un règlement grand-ducal détermine les valeurs de la réserve investies à travers ces organismes de placement collectif.

Les membres effectifs du comité directeur visé à l'article 263-6 et les membres externes du comité d'investissement prévus à l'article 263-7, alinéa 3 composent l'organe dirigeant du ou des organismes de placement collectif dont question à l'alinéa précédent. La responsabilité de ces membres se détermine conformément à l'alinéa 3 de l'article unique de la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme.

Art. 263-3. Les organismes de placement collectif créés en vertu de l'article 263-2 sont soumis au régime fiscal et comptable des organismes de placement collectif tel qu'il résulte des lois des 30 mars 1988 et 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, à l'exception de la taxe d'abonnement qui n'est pas due.

L'application de l'article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, est étendue aux organismes de placement collectif ci-dessus visés.

Les actes passés au nom et en faveur des organismes de placement collectif créés par le Fonds de compensation sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèques ou de succession.

Art. 263-4. La commission du Fonds de compensation se compose:

- 1) de dix délégués assurés, dont cinq sont désignés respectivement par les membres assurés de la commission de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de la Caisse de pension des employés privés;
- 2) de huit délégués employeurs, dont quatre sont désignés respectivement par les membres employeurs de la commission de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de la Caisse de pension des employés privés;
- 3) des présidents du comité directeur de la Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels et du comité directeur de la Caisse de pension agricole;
- 4) des présidents du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés et du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité;

5) de huit membres désignés par le Gouvernement en Conseil.

Il y a autant de délégués suppléants qu'il y a de délégués effectifs.

La désignation des membres effectifs et suppléants prévus aux points 1) et 2) de l'alinéa 1er se fait suivant les conditions et modalités arrêtées par règlement grand-ducal.

La commission est présidée par le président du Fonds de compensation.

Art. 263-5. La commission a pour attributions:

- 1) d'établir et de modifier le règlement d'ordre intérieur du Fonds de compensation;
- 2) de statuer sur le budget annuel;
- 3) de statuer sur le décompte annuel des recettes et des dépenses et sur le bilan;
- 4) d'élire les membres effectifs et suppléants du comité directeur visés aux lettres b) et c) de l'article 263-6.

Le règlement d'ordre intérieur et les modifications y apportées doivent être homologués par règlement grand-ducal.

Les décisions visées aux points 2) et 3) de l'alinéa 1er sont soumises à l'approbation du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale.

Art. 263-6. Le comité directeur du Fonds de compensation se compose:

- a) du président du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés, du président du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de deux membres désignés par le Gouvernement en Conseil;
- b) de quatre membres délégués par les assurés;
- c) de quatre membres délégués par les employeurs.

Pour chaque membre effectif il y a un membre suppléant. Les présidents des deux caisses de pension visées ci-dessus peuvent se faire représenter chacun par le fonctionnaire respectivement désigné par lui à cet effet.

Le mode de désignation des délégués des assurés et des employeurs et de leurs suppléants est déterminé par règlement grand-ducal.

La présidence du comité directeur est exercée par le président du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés ou en son absence par le président du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, sans préjudice de l'application de l'alinéa 2 ci-dessus.

Art. 263-7. Le comité directeur représente et gère le Fonds de compensation dans toutes les affaires qui n'ont pas été déferées à un autre organe par la loi ou les règlements.

Le comité directeur est assisté par un comité d'investissement.

Le comité d'investissement comprend en dehors du président du Fonds de compensation ou de son délégué, un délégué des assurés, un délégué des employeurs et trois membres externes désignés, à la majorité des trois quarts des voix, par le comité directeur en raison de leur compétence dans le domaine financier.

En matière d'investissement les décisions du comité directeur sont préparées par le comité d'investissement.

Le comité directeur peut instituer des commission et recourir au service d'experts.

Art. 263-8. Le président du comité directeur représente le Fonds de compensation judiciairement et extrajudiciairement.

Art. 263-9. Dans l'accomplissement de sa mission le Fonds de compensation peut recourir aux services administratifs de la Caisse de pension des employés privés.

Art. 263-10. Les membres des organes du Fonds de compensation sont responsables conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Les membres des organes du Fonds de compensation touchent une indemnité dont le montant est fixé par règlement grand-ducal.

Art. 263-11. Le Fonds de compensation est placé sous la haute surveillance du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale laquelle s'exerce par l'Inspection générale de la sécurité sociale.

L'Inspection générale de la sécurité sociale veille à l'observation des prescriptions légales, réglementaires et statutaires ainsi qu'à la régularité des opérations financières.

A cette fin, elle peut en tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds de compensation.

(Le président du comité directeur peut, si une décision ou un acte lui semble contraire aux lois et règlements, former une opposition motivée qui a effet suspensif et qui est vidée par le ministre compétent, après avis de l'autorité de surveillance.)

Dispositions transitoires

Art. 5. L'ensemble de la réserve de compensation inscrite au bilan consolidé du régime général d'assurance pension au 31 décembre 2003 est repris par le Fonds de compensation.

Pendant une période transitoire, tous les placements immobiliers ou prêts engagés à la date du 31 décembre 2003 continuent, en dehors de l'article 247 du Code des assurances sociales et par dérogation à l'alinéa 1er ci-dessus, à être gérés par les caisses de pension pour le compte du Fonds de compensation.

La fin de cette période sera déterminée par voie de règlement grand-ducal. Il en est de même des conditions et modalités d'application du présent article.

Art. 6. En attendant la constitution des organes du Fonds de compensation, la commission et le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés exercent les attributions respectivement prévues aux articles 263-5 et 263-7 du Code des assurances sociales.

Art. 7. Par dépassement des limites fixées dans la loi budgétaire pour l'exercice 2003, l'Inspection générale de la sécurité sociale est autorisée à procéder à l'engagement d'un fonctionnaire de la carrière supérieure avec effet à la date de la publication de la présente loi.

Entrée en vigueur

Art. 8. La présente loi prend effet au 1er janvier 2004.

JUXTAPOSITION DES TEXTES EN PRESENCE

| <i>Texte du projet de loi</i> | <i>Texte proposé par le comité directeur</i> |
|---|--|
| <p>Art. 1er. A l'article 238, alinéa 3 du Code des assurances sociales, les termes „des caisses de pension“ sont remplacés par les termes „du régime général de pension“.</p> | <p>Art. 1er. A l'article 238, alinéa 3 du Code des assurances sociales, les termes „des caisses de pension“ sont remplacés par les termes „du régime général de pension“.</p> |
| <p>Art. 2. Les articles 246 à 249 du Code des assurances sociales sont remplacés par les dispositions suivantes:</p> <p><i>„Répartition du produit des cotisations</i></p> <p>Art. 246. Les recettes en cotisations sont réparties mensuellement par le Centre commun de la sécurité sociale entre les caisses de pension dans la mesure nécessaire pour permettre à celles-ci de couvrir leurs charges et de parfaire, le cas échéant, les moyens de trésorerie jusqu'à concurrence de quinze pour cent du montant des prestations annuelles de l'exercice précédent. L'excédent est affecté à la réserve de compensation.</p> <p>En cas d'insuffisance des recettes en cotisations par rapport au montant à répartir conformément à l'alinéa 1, les moyens nécessaires sont prélevés auprès de la réserve de compensation.</p> <p><i>Administration du patrimoine</i></p> <p>Art. 247. La gestion de la réserve de compensation incombe au Fonds de compensation commun au régime général de pension, dénommé ci-après „le Fonds de compensation“. La gestion de certains éléments peut être confiée aux caisses de pension.</p> <p>Les caisses de pension ne peuvent effectuer ces placements que dans la limite de leurs moyens de trésorerie.</p> | <p>Art. 2. Les articles 246 à 249 du Code des assurances sociales sont remplacés par les dispositions suivantes:</p> <p>Art. 246. Les cotisations dues à l'assurance pension sont perçues par le Centre commun de la sécurité sociale pour compte de la communauté de risque visée à l'article 238.</p> <p>Les cotisations perçues sont réparties mensuellement par le Centre entre les caisses de pension dans la mesure nécessaire pour permettre à celles-ci de liquider les prestations et les frais d'administration à leur charge. L'excédent est affecté à la réserve de compensation.</p> <p>En cas d'insuffisance des cotisations perçues par rapport au montant à répartir conformément à l'alinéa 2, les moyens nécessaires sont prélevés auprès de la réserve de compensation.</p> <p>Art. 247. La gestion de la réserve de compensation incombe au Fonds de compensation commun au régime général de pension, dénommé ci-après „le Fonds de compensation“. La gestion de certains éléments de la réserve de compensation peut être confiée aux caisses de pension.</p> <p>Les frais de gestion de la réserve de compensation sont intégralement pris en charge par le Fonds de compensation.</p> |

Politique de placement

Art. 248. La réserve de compensation est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension. Afin d'assurer la sécurité des placements il est tenu compte de la totalité des actifs et des passifs, de la situation financière, ainsi que de la structure et de l'évolution prévisible du régime. Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. A cette fin, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.

Les placements effectués par les caisses de pension sont limités aux investissements en prêts à l'Etat et, moyennant autorisation du Gouvernement, en prêts aux communes et aux entreprises industrielles, en prêts nantis d'une hypothèque ou d'un cautionnement et en acquisitions immobilières. Les liquidités excédentaires peuvent encore être placées à court terme en euros.

Fonds de compensation

Art. 249. Le Fonds de compensation visé à l'article 263-1 opère sous forme d'une société à capital variable suivant les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public.

Art. 249bis. Les conditions et modalités d'application des articles 246 à 249 peuvent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Art. 248. La réserve de compensation est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension. Afin d'assurer la sécurité des placements il est tenu compte de la totalité des actifs et des passifs, de la situation financière, ainsi que de la structure et de l'évolution prévisible du régime. Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. A cette fin, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.

Art. 249. Les conditions et modalités d'application des articles 246 à 248 peuvent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Art. 3. 1° A l'article 261, alinéa 2 du Code des assurances le point 2) est abrogé, les points 3) et 4) devenant ainsi respectivement les points 2) et 3) nouveaux.

2° A l'article 282, alinéa 5 du Code des assurances sociales les termes „le comité directeur du Fonds de compensation“ sont intercalés entre les termes „d'administration commune des caisses de sécurité sociale de la profession agricole“ et „le conseil d'administration de l'union des caisses de maladie“ .

3° A l'article 282, alinéa 7 du Code des assurances sociales il y a lieu d'insérer les termes „du Fonds de compensation“ à la suite de la mention „de la caisse de pension des employés privés“.

| | |
|--|---|
| <p>Art. 3. A la suite de l'article 263 sont insérés sous l'intitulé „Fonds de compensation“ les articles 263-1 à 263-9 libellés comme suit:</p> <p>„Art. 263-1. Il est créé un Fonds de compensation qui a pour mission d'assurer la gestion de la réserve de compensation conformément aux dispositions des articles 247 et 248.</p> <p>Le Fonds de compensation a le caractère d'un établissement public doté de la personnalité civile.</p> <p>Les organes du Fonds de compensation sont l'assemblée générale et le conseil d'administration.</p> | <p>Art. 4. A la suite de l'article 263 sont insérés sous l'intitulé „Fonds de compensation“ les articles 263-1 à 263-11 libellés comme suit:</p> <p>Art. 263-1. Il est créé un établissement public dénommé „Fonds de compensation“ qui a pour mission de gérer, conformément aux articles 247 et 248, la réserve de compensation. Il constitue un organisme de sécurité sociale au sens du présent code.</p> <p>Les organes du Fonds de compensation sont la commission et le comité directeur.</p> <p>Art. 263-2. Le Fonds de compensation est autorisé à créer un ou plusieurs organismes de placement collectif conformément à la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public. Un règlement grand-ducal détermine les valeurs de la réserve investies à travers ces organismes de placement collectif.</p> <p>Les membres effectifs du comité directeur visé à l'article 263-6 et les membres externes du comité d'investissement prévus à l'article 263- 7, alinéa 3 composent l'organe dirigeant du ou des organismes de placement collectif dont question à l'alinéa précédent. La responsabilité de ces membres se détermine conformément à l'alinéa 3 de l'article unique de la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme.</p> <p>Art. 263-3. Les organismes de placement collectif créés en vertu de l'article 263-2 sont soumis au régime fiscal et comptable des organismes de placement collectif tel qu'il résulte des lois des 30 mars 1988 et 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, à l'exception de la taxe d'abonnement qui n'est pas due.</p> <p>L'application de l'article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, est étendue aux organismes de placement collectif ci-dessus visés.</p> <p>Les actes passés au nom et en faveur des organismes de placement collectif créés par le Fonds de compensation sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèques ou de succession.</p> |
|--|---|

| | |
|---|---|
| <p>Art. 263-2. L'assemblée générale se compose:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) de dix délégués assurés, dont cinq sont désignés respectivement par les membres assurés de la commission de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de la Caisse de pension des employés privés; 2) de huit délégués employeurs, dont quatre sont désignés respectivement par les membres employeurs de la commission de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de la Caisse de pension des employés privés; 3) des présidents du comité directeur de la Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels et du comité directeur de la Caisse de pension agricole; 4) des présidents du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés et du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité; 5) de huit membres désignés par le Gouvernement en Conseil. <p>Il y a autant de délégués suppléants qu'il y a de délégués effectifs.</p> <p>La désignation des membres effectifs et suppléants prévus aux points 1) et 2) de l'alinéa 1^{er} se fait suivant les conditions et modalités arrêtées par le règlement grand-ducal.</p> <p>L'assemblée générale est présidée par le président du Fonds de compensation.</p> <p>Art. 263-3. L'assemblée générale a pour attributions:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) d'établir et de modifier les statuts du Fonds de compensation; 2) de statuer sur le budget annuel; 3) de statuer sur le décompte annuel des recettes et dépenses et sur le bilan; 4) d'élire les membres effectifs et suppléants du conseil d'administration visés aux points b) et c) de l'article 263-4; 5) de désigner le réviseur d'entreprise; 6) d'exercer toute autre attribution dévolue à l'assemblée générale par la loi modifiée du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public. | <p>Art. 263-4. La commission du Fonds de compensation se compose:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) de dix délégués assurés, dont cinq sont désignés respectivement par les membres assurés de la commission de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de la Caisse de pension des employés privés; 2) de huit délégués employeurs, dont quatre sont désignés respectivement par les membres employeurs de la commission de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de la Caisse de pension des employés privés; 3) des présidents du comité directeur de la Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels et du comité directeur de la Caisse de pension agricole; 4) des présidents du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés et du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité; 5) de huit membres désignés par le Gouvernement en Conseil. <p>Il y a autant de délégués suppléants qu'il y a de délégués effectifs.</p> <p>La désignation des membres effectifs et suppléants prévus aux points 1) et 2) de l'alinéa 1^{er} se fait suivant les conditions et modalités arrêtées par règlement grand-ducal.</p> <p>La commission est présidée par le président du Fonds de compensation.</p> <p>Art. 263-5. La commission a pour attributions:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) d'établir et de modifier le règlement d'ordre intérieur du Fonds de compensation; 2) de statuer sur le budget annuel; 3) de statuer sur le décompte annuel des recettes et des dépenses et sur le bilan; 4) d'élire les membres effectifs et suppléants du comité directeur visés aux lettres b) et c) de l'article 263-6. <p>Le règlement d'ordre intérieur et les modifications y apportées doivent être homologués par règlement grand-ducal.</p> |
|---|---|

| | |
|--|--|
| <p>Les décisions visées aux points 1), 2), 3), 5) et 6) de l'alinéa qui précède sont soumises à l'approbation du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale.</p> <p>Art. 263-4. Le conseil d'administration du Fonds de compensation se compose:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du président du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés, du président du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de deux membres désignés par le Gouvernement en Conseil; b) de quatre membres délégués par les assurés; c) de quatre membres délégués par les employeurs. <p>Pour chaque membre effectif il y a un membre suppléant.</p> <p>Le mode de désignation des délégués des assurés et des employeurs et de leurs suppléants est déterminé par règlement grand-ducal.</p> <p>La présidence du conseil d'administration est exercée par le président du comité directeur de la caisse de pension des employés privés ou en son absence par le président du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.</p> <p>Art. 263-5. Le conseil d'administration représente et gère le Fonds de compensation dans toutes les affaires qui n'ont pas été déferées à un autre organe par la loi ou les règlements.</p> <p>Le conseil d'administration est assisté par un comité d'investissement.</p> <p>Le comité d'investissement comprend en dehors du président du Fonds de compensation ou de son délégué, un délégué des assurés, un délégué des employeurs et trois membres externes désignés par le conseil d'administration en raison de leur compétence dans le domaine financier.</p> | <p>Les décisions visées aux points 2) et 3) de l'alinéa 1er sont soumises à l'approbation du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale.</p> <p>Art. 263-6. Le comité directeur du Fonds de compensation se compose:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du président du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés, du président du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et de deux membres désignés par le Gouvernement en Conseil; b) de quatre membres délégués par les assurés; c) de quatre membres délégués par les employeurs. <p>Pour chaque membre effectif il y a un membre suppléant. Les présidents des deux caisses de pension visées ci-dessus peuvent se faire représenter chacun par le fonctionnaire respectivement désigné par lui à cet effet.</p> <p>Le mode de désignation des délégués des assurés et des employeurs et de leurs suppléants est déterminé par règlement grand-ducal.</p> <p>La présidence du comité directeur est exercée par le président du comité directeur de la Caisse de pension des employés privés ou en son absence par le président du comité directeur de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, sans préjudice de l'application de l'alinéa 2 ci-dessus.</p> <p>Art. 263-7. Le comité directeur représente et gère le Fonds de compensation dans toutes les affaires qui n'ont pas été déferées à un autre organe par la loi ou les règlements.</p> <p>Le comité directeur est assisté par un comité d'investissement.</p> <p>Le comité d'investissement comprend en dehors du président du Fonds de compensation ou de son délégué, un délégué des assurés, un délégué des employeurs et trois membres externes désignés, à la majorité des trois quarts des voix, par le comité directeur en raison de leur compétence dans le domaine financier.</p> |
|--|--|

En matière d'investissement les décisions du conseil d'administration sont préparées par le comité d'investissement.

Le conseil d'administration peut instituer des commissions et recourir au service d'experts.

Art. 263-6. Le président du conseil d'administration représente le Fonds de compensation judiciairement et extrajudiciairement.

Art. 263-7. Dans l'accomplissement de sa mission le Fonds de compensation peut recourir aux services administratifs de la Caisse de pension des employés privés.

Les frais de gestion de la réserve de compensation sont intégralement pris en charge par le Fonds de compensation et les caisses de pension.

Art. 263-8. Les membres des organes du Fonds de compensation sont tenus d'agir dans l'intérêt exclusif du Fonds de compensation. Un membre qui dans l'exercice de ses fonctions est amené à se prononcer sur une affaire dans laquelle il peut avoir un intérêt personnel, direct ou indirect, de nature à compromettre son indépendance doit en informer l'organe auquel il appartient.

Les membres des organes du Fonds de compensation sont responsables conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion. Cette action en responsabilité est engagée pour le compte du Fonds de compensation par l'assemblée générale.

Les membres des organes du Fonds de compensation touchent une indemnité dont le montant est fixé par règlement grand-ducal.

Art. 263-9. Le Fonds de compensation est placé sous la haute surveillance du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale laquelle s'exerce par l'Inspection générale de la sécurité sociale, sans préjudice des compétences de la commission de surveillance du secteur financier dans le cadre de la loi modifiée du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public.

L'Inspection générale de la sécurité sociale veille à l'observation des prescriptions légales, réglementaires et statutaires ainsi qu'à la régularité des opérations financières.

En matière d'investissement les décisions du comité directeur sont préparées par le comité d'investissement.

Le comité directeur peut instituer des commissions et recourir au service d'experts.

Art. 263-8. Le président du comité directeur représente le Fonds de compensation judiciairement et extrajudiciairement.

Art. 263-9. Dans l'accomplissement de sa mission le Fonds de compensation peut recourir aux services administratifs de la Caisse de pension des employés privés.

Art. 263-10. Les membres des organes du Fonds de compensation sont responsables conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Les membres des organes du Fonds de compensation touchent une indemnité dont le montant est fixé par règlement grand-ducal.

Art. 263-11. Le Fonds de compensation est placé sous la haute surveillance du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale laquelle s'exerce par l'Inspection générale de la sécurité sociale.

L'Inspection générale de la sécurité sociale veille à l'observation des prescriptions légales, réglementaires et statutaires ainsi qu'à la régularité des opérations financières.

| | |
|--|---|
| <p>A cette fin, elle peut en tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds de compensation.</p> <p>Si une décision du Fonds de compensation est contraire aux lois, règlements ou statuts, l'Inspection générale de la sécurité sociale peut en suspendre l'exécution par décision motivée jusqu'à décision du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale qu'elle saisit aux fins d'annulation.</p> <p>Les motifs de la suspension sont communiqués au Fonds de compensation dans les cinq jours de la suspension; celui-ci peut, le cas échéant, présenter des observations endéans la quinzaine. Si l'annulation de la décision par le ministre n'intervient pas dans les quarante jours à partir de la communication au Fonds de compensation, la suspension est levée."</p> <p style="text-align: center;">Dispositions transitoires</p> <p>Art. 4. Tous les placements immobiliers ou prêts engagés à la date du 31 décembre 2003 continuent à être gérés par les caisses de pension pour le compte du Fonds de compensation conformément aux dispositions des articles 247 et 248, alinéa 2 du Code des assurances sociales.</p> <p>Les autres avoirs sont transférés au Fonds de compensation sous réserve de l'article 246, alinéa 1er du Code des assurances sociales et sous réserve de limitations à fixer par voie de règlement grand-ducal.</p> <p>Art. 5. En attendant la constitution des organes prévus par la présente loi, la commission et le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés sont habilités à exercer les attributions dévolues respectivement à l'assemblée générale et au conseil d'administration.</p> <p>Art. 6. Par dépassement des limites fixées dans la loi budgétaire pour l'exercice 2003, l'Inspection générale de la sécurité sociale est autorisée à procéder à l'engagement d'un fonctionnaire de la carrière supérieure avec effet à la date de la publication de la présente loi.</p> | <p>A cette fin, elle peut en tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds de compensation.</p> <p>(Le président du comité directeur peut, si une décision ou un acte lui semble contraire aux lois et règlements, former une opposition motivée qui a effet suspensif et qui est vidée par le ministre compétent, après avis de l'autorité de surveillance.)</p> <p>Art. 5. L'ensemble de la réserve de compensation inscrite au bilan consolidé du régime général d'assurance pension au 31 décembre 2003 est repris par le Fonds de compensation.</p> <p>Pendant une période transitoire, tous les placements immobiliers ou prêts engagés à la date du 31 décembre 2003 continuent, en dehors de l'article 247 du Code des assurances sociales et par dérogation à l'alinéa 1er ci-dessus, à être gérés par les caisses de pension pour le compte du Fonds de compensation.</p> <p>La fin de cette période sera déterminée par voie de règlement grand-ducal. Il en est de même des conditions et modalités d'application du présent article.</p> <p>Art. 6. En attendant la constitution des organes du Fonds de compensation, la commission et le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés exercent les attributions respectivement prévues aux articles 263-5 et 263-7 du Code des assurances sociales.</p> <p>Art. 7. Par dépassement des limites fixées dans la loi budgétaire pour l'exercice 2003, l'Inspection générale de la sécurité sociale est autorisée à procéder à l'engagement d'un fonctionnaire de la carrière supérieure avec effet à la date de la publication de la présente loi.</p> |
|--|---|

| | |
|---|--|
| <p style="text-align: center;">Entrée en vigueur</p> <p>Art. 7. La présente loi prend effet au 1er janvier 2004. Toutefois, il peut être procédé à la mise en place progressive des instruments de gestion dès le jour de la publication de la loi au Mémorial. Cette mise en place peut être précisée par règlement grand-ducal.</p> | <p>Art. 8. La présente loi prend effet au 1er janvier 2004.</p> |
|---|--|

